

## Editorial

### Petit sommet

**B**ien sûr, il y a de bonnes nouvelles dans le communiqué du G20. Le poids accru des pays émergents dans le fonctionnement du Fonds monétaire international, la pérennisation du G20 en lieu et place du G8 en matière économique, l'aide aux pays les plus pauvres : tout cela est positif. Même le maintien des politiques de relance est appréciable. Il prouve que les dirigeants ne se bercent guère d'illusion sur la reprise que certains croient discerner. Mais, justement, puisque la crise actuelle n'est pas qu'une péripétie mais l'aboutissement de dérèglements fondamentaux dans l'économie mondiale, on ne peut qu'éprouver un certain malaise à l'issue du sommet réuni à Pittsburgh les 24 et 25 septembre.

Un an après la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers, les responsables politiques semblent incapables d'aller au bout du raisonnement. De créer, par exemple, une Organisation mondiale de la finance, comme le préconisent Pascal Lamy, directeur général de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), et Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers. De reconnaître que les inégalités insupportables ont joué un rôle essentiel dans la crise des subprimes et les déséquilibres du monde.

La pusillanimité du G20 sur les bonus en est le meilleur exemple. En théorie, cette question aurait dû être facile à régler. Hormis les intéressés, tout le monde trouve ces rémunérations scandaleuses : elles symbolisent la régression d'un capitalisme qui n'a plus pour fin qu'une rentabilité maximale du capital à très court terme. Les plafonner n'aurait même pas coûté un centime aux finances publiques. Le G20 s'est contenté de les rendre moins nocives pour la finance mondiale en les encadrant. Cela prouve que, malgré les centaines de milliards injectés par les contribuables dans les banques pour les sauver, les banquiers disposent encore de moyens de pression considérables sur les gouvernements. Au XX<sup>e</sup> siècle, quand une industrie était trop importante, les Etats en scindaient les principaux acteurs. Dans le cas de la finance, c'est l'inverse : la crise va renforcer les banques les plus puissantes. N'y a-t-il donc rien à faire ? L'annonce en plein G20, par HSBC, le géant britannique du secteur, du déménagement de sa direction de Londres à Hongkong montre que les gouvernements ont peu de marges de manœuvre. La modestie du G20 en matière de régulation de la finance est une mauvaise nouvelle tant pour les démocrates que pour la prévention des crises à venir. ■